

que l'Île du Prince-Édouard soit sans problème...

M. O'Keefe: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur...

M. Macquarrie: L'Île du Prince-Édouard a des problèmes, mais j'affirme...

M. O'Keefe: J'invoque le Règlement...

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): A l'ordre. Le député invoque le Règlement.

• (9.30 p.m.)

M. O'Keefe: J'ai pris la parole tantôt sur ce même problème, qui préoccupe vivement tous les députés, en particulier ceux des Maritimes.

M. Macquarrie: J'étais mes remarques sur le fait qu'une lecture attentive des journaux de Saint-Jean montre qu'ils blâmaient en partie plusieurs députés de Terre-Neuve indifférents à certaines revendications de syndicats indignés. Je n'ai pas l'intention de croquer le fer avec les députés d'une autre province ou d'un autre parti. Je m'intéresse seulement à l'amélioration des transports de Terre-Neuve. Je suis membre d'une autre province insulaire qui a beaucoup souffert de l'action du gouvernement fédéral. C'est pourquoi le député devrait apprécier notre aide au lieu de chercher à me détourner de mon but.

Au nom des résidents de la province du député, je tiens à dire que le chômage forcé de centaines de gens à Terre-Neuve cause beaucoup d'inquiétude. Je prie le ministre des Transports (M. Hellyer) de prêter une oreille sympathique aux problèmes de ces gens. J'ai vu peu de manifestations de commisération, mais je vis dans l'espérance. Je n'exploite pas l'adversité et j'éprouverais plus d'intérêt si le ministre travaillait activement à rendre la loi sur les transports plus sensible aux besoins de notre région, surtout aux besoins des provinces insulaires qui, après bien des années d'injustice, auront besoin de mesure de redressement. Qu'on nous les présente plutôt que de nous donner une interprétation bureaucratique et insensible qui nous fera encore retarder davantage par rapport au reste du pays. J'exhorte le ministre à examiner très prochainement certains des problèmes que mes collègues, surtout le député de Kings (M. McQuaid), ont exposés avec tant d'éloquence ce soir. J'expose présentement un grief, et les transports ont bien souvent fait l'objet de griefs au Canada. Nous souffrons aujourd'hui parce que le gouvernement central est insensible. Je l'invite à remédier à cette situation en prenant des mesures posi-

[M. Macquarrie.]

ves, sur les plans économique et législatif, non pas tant pour nous que pour notre région et pour le pays tout entier.

Mr. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Monsieur l'Orateur, comme l'a dit le député de Queens, ceux parmi nous qui représentent des circonscriptions des provinces Maritimes n'ont pas l'intention de faire de ce grief une question partisane. (*Exclamations*) J'ai hésité avant de demander la parole. J'espérais qu'un député ministériel représentant une circonscription maritime partagerait notre souci à l'égard de cette très grave question.

Une voix: Pourquoi riez-vous?

M. Fairweather: Parce que je fais face aux problèmes avec philosophie et qu'à mon avis, il est préférable de sourire que de faire des simagrées. (*Applaudissements*)

Je ne m'attendais pas, en prenant la parole durant ce débat à faire part de ma philosophie personnelle avec la Chambre; mais si on me lance un défi, je suis prêt à relever le gant.

Revenons au problème: le changement dans l'économie des transports des Maritimes. Comme l'a déclaré le député de Victoria-Carleton (M. Flemming), on a aboli les taux visant les wagonnées incomplètes et imposé des taux de messageries à ces envois. Le nouveau ministre, qui ne représente pas encore une circonscription des Maritimes, sera heureux de ce cours rapide sur l'économie des transports dans les Maritimes. Ce discours ne lui apprendra pas grand-chose; mais il lui fera quand même comprendre que ceux qui s'opposent au gouvernement sont unis sur ce grief important. (*Applaudissements*)

Je laisse à d'autres la tâche difficile de signaler au ministre les avantages de cette initiation rapide et conjointe. Il est évident que la région présente beaucoup d'inconvénients. Nous devrions peut-être les taire mais, si nous voulons parler franchement, il faut admettre que de nombreux obstacles, dont le moindre n'est pas le transport, s'opposent à l'industrialisation de l'Est du Canada.

Je ne répéterai pas ce qu'on a déjà dit de cas particuliers. Cependant, récemment, dans les provinces atlantiques, grâce au concours du Conseil économique des provinces atlantiques et de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, nous avons réussi à offrir un front uni contre certains problèmes qui nous harcèlent.

L'Office d'expansion économique de la région atlantique a jugé opportun de dépenser des deniers publics—et la nation l'a approuvé, je crois—afin de remédier à quelques-uns des